



40, rue des jeûneurs
75002 PARIS

SESSION 2008

UE 115– ECONOMIE

Durée de l'épreuve : 4 heures

Le sujet comporte : 3 pages

⇒ Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.
En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT**.

⇒ Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à votre disposition.

Ce sujet se présente sous la forme suivante :

- | | | |
|------|-----------------------------|----------|
| I. | Questions de connaissance : | 4 points |
| II. | Questions sur un document : | 8 points |
| III. | Dissertation : | 8 points |
-

I. QUESTIONS DE CONNAISSANCE : (4 points)

- 1) Quels sont les principaux auteurs dits « classiques » en économie ? Décrivez rapidement leurs apports à la théorie économique (2 points)
- 2) Quels sont les principaux facteurs (économiques ou non) de la consommation des ménages ? (2 points)

II. QUESTION SUR UN DOCUMENT : (8 points)

« Fonds monétaire international, un « gendarme » en crise », Alain FAUJAS, *Le Monde*, vendredi 21 septembre 2007

Questions :

1. Vous rappellerez l'évolution historique du système monétaire international depuis les « accords de Bretton Woods » évoqués dans le premier paragraphe. (2 points)
2. Quelles sont les fonctions du Fonds Monétaire International ? En particulier vous expliquerez les termes de « gendarme » et de « pompier » utilisés dans l'article. (2 points)
3. Vous expliquerez la phrase suivante du texte : « Depuis plusieurs années, le FMI vit pourtant une triple crise ». (2 points)
4. Quelles peuvent être les solutions à apporter à la crise actuelle du FMI ? Cela concerne t-il le système monétaire international dans son ensemble ? (2 points)

Focus

Fonds monétaire international

Un " gendarme " en crise

Le FMI, dont le Français Dominique Strauss-Kahn et le Tchèque Josef Tosovsky briguent la direction, doit engager rapidement sa première grande réforme depuis 1944. Pour être plus représentatif, plus efficace et plus transparent

Quel que soit le vainqueur de l'affrontement entre le Français Dominique Strauss-Kahn et le Tchèque Josef Tosovsky à la tête du Fonds monétaire international (FMI), dont les auditions se terminent jeudi 20 septembre, il lui faudra maintenir le cap sur l'objectif fixé en 1944, à Bretton Woods, par 44 pays : prévenir les crises systémiques qui déclenchent des dévaluations compétitives et des restrictions aux importations, dommageables pour les échanges internationaux et pour la croissance ; fournir, quand la tourmente est là, les liquidités aux pays pour remédier à leurs problèmes de balance de paiements et de change.

Pour assumer cette fonction de " gendarme " ou de " pompier " de la finance mondiale, le FMI ne dispose pas d'une force de frappe impressionnante, avec ses 2 700 salariés (basés à Washington et dans 165 pays) et avec sa capacité de mobilisation de 190 milliards de dollars (136 milliards d'euros). Mais il est fort de l'adhésion de 185 pays et d'une expertise l'autorisant à délivrer des satisfecit qui permettent ensuite aux pays d'obtenir des prêts à bon compte.

Depuis plusieurs années, le FMI vit pourtant une triple crise.

UN GRAVE PROBLÈME DE REPRÉSENTATIVITÉ

Ni la multiplication par plus de quatre du nombre de ses membres en soixante ans ni le spectaculaire développement des pays émergents, et notamment des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), n'ont modifié le partage du pouvoir au sein du FMI. Par un accord tacite entre les Américains et les Européens, le poste de directeur général revient à un Européen, de la même façon que celui de président de la Banque mondiale est réservé à un Américain.

Les pays fondateurs et riches y pèsent plus que des pays nettement plus peuplés, mais moins fortunés. Ainsi la petite Belgique dispose-t-elle de 2,02 % des droits de vote, alors que le Brésil

en a seulement 1,38 % ; la France ou le Royaume-Uni (4,86 % chacun) continuent à surclasser l'énorme Chine (3,66 %).

Pour calmer la grogne des pays en développement, Rodrigo Rato, le directeur général démissionnaire, avait fait voter, le 19 septembre 2006, une modeste augmentation des droits de vote de quatre pays : la Chine est passée de 2,94 % à 3,66 %, le Mexique de 1,20 % à 1,43 %, la Corée du Sud de 0,76 % à 1,33 % et la Turquie, de 0,45 % à 0,55 %. L'Argentine, l'Inde ou Singapour attendent avec impatience une nouvelle allocation. Et 43 pays africains s'exaspèrent de ne détenir ensemble que 4,4 % des droits de vote.

Le poids des Etats-Unis - symbolisé par l'omniprésence du Trésor américain auprès du FMI - et leur droit de veto sur les décisions importantes nécessitant une majorité de 85 % influencent les décisions du Fonds, au grand dam des autres pays.

Deux exemples : pour résoudre les difficultés financières du Fonds, le rapport Crockett avait notamment proposé, le 31 janvier 2007, de vendre 400 tonnes d'or sur les 3 217 détenues par le FMI, mais les Américains s'y sont opposés. Le Fonds a durci, le 18 juin, sa surveillance des politiques de change, mais la Chine a vu une manœuvre des Etats-Unis contre elle lorsque le Fonds a affirmé qu'un " *pays membre doit éviter de manipuler ses taux de change ou le système monétaire international dans le but de (...) s'arroger un avantage compétitif déloyal* ".

... D'EFFICACITÉ

Très inspirées par les néolibéraux et par ce que l'on a appelé le " consensus de Washington ", les thérapies prescrites par le FMI aux pays en crise exigeaient la réduction des déficits et des subventions, la dévaluation de la monnaie malade et l'assainissement du secteur bancaire. Augmentations des prix, suppressions de services

publics ou de politiques sociales, fermetures d'entreprises et chute du pouvoir d'achat ont résulté de cette orthodoxie, à laquelle les pays étaient contraints s'ils voulaient recevoir l'aide du Fonds. Emeutes au Maghreb ou en Amérique latine ont ponctué ces médications.

C'est à l'occasion des crises asiatiques de 1997-1998 et argentine de 2001-2002 que l'action du FMI a été la plus contestée. Dans les deux cas, le Fonds avait encouragé des déréglementations qui se sont révélées catastrophiques. La Malaisie, qui a préféré se passer du Fonds, a installé un contrôle des changes plus efficace que les conseils appliqués douloureusement en Indonésie ou en Corée du Sud. Le Fonds y a gagné une réputation de " pompier pyromane ".

... ET DE LÉGITIMITÉ

Pour retrouver une souveraineté mise à mal, les pays en développement ont profité de leur forte croissance et de la hausse des prix des produits de base pour rembourser par anticipation leurs dettes auprès du Fonds. En 2006, le Brésil a soldé 15,5 milliards de dollars, l'Argentine 9,6 milliards et l'Indonésie 3,7 milliards.

Ce reflux pose un problème existentiel au FMI : à quoi sert-il en temps de bonne santé économique ? Il lui cause aussi un vrai problème budgétaire, car la chute de moitié en une année de l'encours des prêts revenu à quelque 28 milliards de dollars a réduit les intérêts versés et donc les recettes du Fonds. Le budget 2006-2007 s'est achevé sur un déficit de 105 millions de dollars. Un plan d'économies a commencé à réduire les dépenses, mais il ne suffira pas à redresser les comptes.

Le nouveau directeur général aura obligation de réformer pour répondre à ces trois crises. S'il ne le fait pas, et vite, on verra ressortir les projets de création de FMI régionaux, comme celui qui avait été élaboré, en 2000, à Chiang Mai (Thaïlande), par les pays asiatiques pour créer un système bilatéral d'assistance contre les crises monétaires. Ou comme la " Banque du Sud " que tente de mettre sur pied le président vénézuélien, Hugo Chavez, pour mutualiser les réserves des pays latino-américains et prêter à ceux qui seraient en crise. Sans passer sous les fourches Caudines du FMI.

Alain Faujas
LeMonde, 21 septembre 2007

III. DISSERTATION : (8 points)

A partir de vos connaissances et des éléments de l'actualité (en France mais aussi dans les autres grands pays industrialisés) vous traiterez le sujet de dissertation suivant : « Croissance et emploi ».

Il vous est demandé de rédiger entièrement votre devoir en présentant clairement l'introduction, le plan et la conclusion.

Les tableaux de chiffres suivants vous sont donnés à titre indicatif.

Taux de croissance annuel du produit intérieur brut en %

Pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
USA	3.7	0.8	1.6	2.5	3.9	3.2	3.3	2.1
France	4	1.8	1.1	1.1	2	1.2	2.1	2.2

Source : Les chiffres de l'économie 2008 ; Hors série 2007 d'Alternatives économiques

Taux de chômage en %

Pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
USA	4	4.8	5.8	6	5.5	5.1	4.6	4.6
France	9.4	8.7	9	9.8	10	9.8	9	8.4

Source : Les chiffres de l'économie 2008 ; Hors série 2007 d'Alternatives économiques